

Informations du Guatemala

4^o année, n^o 165

Du 4 au 10 avril 1986

POLITIQUE

La police ouvre le feu contre les manifestants
Les protestations se poursuivent
Pressions exercées par la population contre les détentions illégales
Demandes syndicales
On exige la démission d'un fonctionnaire
La CUSG accuse le gouvernement
Deux semaines de délai
Cerezo déclare: "les manifestations seront réprimées"
L'Initiative Privée contre le plan économique
Solorzano affirme que la dictature continue
Cerezo qualifie l'Amérique Centrale de pays frères
Andrade à l'OEA
L'IS condamne l'aide apportée aux contras
Le Parlement Latino-américain contre l'intervention

INSURRECTION

Combats à El Quiché

DROITS DE L'HOMME

Assassinat d'une universitaire
Il faut appliquer la loi à l'encontre des kidnappeurs
Le GAM signale que les disparitions et les assassinats continuent

4^o P. 12315

POLITIQUE

LA POLICE OUVRE LE FEU CONTRE LES MANIFESTANTS

Selon des rapports émanants de source officielle, la Police Nationale a ouvert le feu, au cours de ce mois d'avril, contre des groupes de manifestants qui protestaient contre l'augmentation du prix des articles de première nécessité et en faveur d'un accroissement salarial. L'affrontement s'est soldé par le décès d'un adolescent, deux blessés et vingt personnes arrêtées.

Le Syndicat des Travailleurs du secteur Bananier -SITRAB- qui jusqu'à ce jour maintient deux importantes plantations à Morales, dans le nord-ouest du pays, paralysées; a réitéré le fait que les mobilisations continueront jusqu'à ce que soit résolue la problématique économique.

LES PROTESTATIONS SE POURSUIVENT

Le 7 avril, des manifestations populaires de protestation contre le coût par trop élevé de la vie avaient lieu dans les départements de Chiquimula et Zacapa, à l'est du pays et, à Escuintla, au sud.

Des unités anti-émeutes de la police nationale ont dissous la manifestation, sans que l'on n'aie de précisions quant aux nombres de blessés et de détenus. De petits commerçants et certains propriétaires de postes dans les marchés se sont joints aux manifestants parmi lesquels on pouvait constater la présence d'une majorité de ménagères.

PRESSIONS ECERCEES PAR LA POPULATION CONTRE LES DETENTIONS ILLEGALES

Le 2 avril, les milieux de presse relataient que les autorités locales avaient ordonné que soit remis en liberté, un paysan détenu illégalement et que l'on arrête un collaborateur de l'armée, responsable de cette détention. Ces deux décisions sont le fruit d'une longue journée de protestations à laquelle participaient des milliers d'habitants de la bourgade Santiago Atitlan, dans le département central de Solola.

Selon cette information, le premier avril, la quasi-totalité de la bourgade de Santiago Atitlan parcourait les rues dudit lieu dans le but d'obtenir la libération du paysan, dont on ne connaît pas le nom, et l'arrestation du collaborateur militaire, Esteban Cua, accusé d'être responsable de nombreuses violations.

DEMANDES SYNDICALES

La Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala, l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala, le Syndicat des Travailleurs du secteur Bananier, le Syndicat des Travailleurs de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale, la Fédération de l'Unité Syndicale du Guatemala et d'autres organisations de travailleurs dans le pays, ont diffusé un communiqué de presse où ils exigent du gouvernement l'augmentation des salaires minimum, un frein à la hausse du coût de la vie et un terme à la violence officielle ainsi que la réorganisation de l'appareil de production de la société.

Les organisations syndicales ont signalé que si l'inflation se maintenait à ce niveau, ils prendraient des mesures de fait.

ON EXIGE LA DEMISSION D'UN FONCTIONNAIRE

Le 5 avril, le Syndicat des travailleurs municipaux exigeait la démission du maire de la capitale, Alvaro Arzu, après que ledit fonctionnaire ait agressé le Secrétaire Général du Syndicat au cours d'une discussion portant sur les revendications des travailleurs. Cette information provient des milieux de presse.

LA CUSG ACCUSE LE GOUVERNEMENT

Le 5 avril, la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- accusait le gouvernement démocrate-chrétien d'avoir recours à la force pour empêcher que la population manifeste.

La CUSG souligne que la population est en droit de protester et elle qualifie l'ordre du gouvernement de violation, à savoir, dissoudre les manifestations même au prix de vies humaines.

DEUX SEMAINES DE DELAI

Le 7 avril, la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- accordait un délai de quinze jours au gouvernement démocrate-chrétien pour qu'il prenne des mesures économiques favorables aux secteurs populaires.

La CUSG demande au gouvernement d'octroyer des augmentations salariales, de procéder à la constitution d'un Conseil Salarial et de rétablir le contrôle des prix. Dans le cas contraire, elle affirme que les travailleurs en viendront aux mesures de fait.

CEREZO DECLARE : "LES MANIFESTATIONS SERONT REPRIMEES"

Le 6 avril, dans un message diffusé à la télévision et la radio, le président Vinicio Cerezo avertissait la population que les forces de sécurité agiraient contre des personnes qui participeraient aux manifestations de protestation populaire contre le coût élevé de la vie si lesdites manifestations perturbent l'ordre public.

Le mandataire a précisé, d'autre part, que si les spéculateurs poursuivent leur politique de hausse immodérée des prix des biens de première nécessité, un système de contrôle des prix serait alors d'application.

L'INITIATIVE PRIVEE CONTRE LE PLAN ECONOMIQUE

Le 7 avril, Pedro Lamport, dirigeant du Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, organisation qui représente le secteur privé, déclarait que son organisation s'opposait au plan économique proposé par le président Vinicio Cerezo.

A la suite d'un entretien avec le président, Lamport a souligné que le plan du gouvernement qui envisage l'imposition de nouvelles charges fiscales aux exportations et l'établissement de trois types de cours de change officiels, comprenait "de multiples points négatifs".

Le chef d'entreprise a précisé que le plan prévoyait également de nouveaux impôts directs et il a signalé que le secteur privé considèrerait comme nécessaire la vente des entreprises d'Etat afin de réduire le déficit budgétaire.

SOLORZANO AFFIRME QUE LA DICTATURE CONTINUE

Le 5 avril, Mario Solorzano, dirigeant du parti socialiste démocratique -PSD- affirmait que l'on n'en n'avait pas encore terminé avec la dictature au Guatemala et qu'il y avait un grand risque de voir le premier pilier de la voie démocratique s'effondrer dû à l'incompétence et l'incurie de ceux qui sont au pouvoir.

Solorzano a émis ces propos au cours d'un entretien entre le président de l'Assemblée Nationale du Nicaragua, Carlos Nuñez et un groupe de 40 dirigeants politiques, intellectuels et personnalités académiques guatémaltèques.

CEREZO QUALIFIE L'AMERIQUE CENTRALE DE PAYS FRERES

Le 3 avril, le président Cerezo déclarait à l'Agence France Presse "qu'il était grand temps que les centre-américains prennent en main le destin de l'Amérique Centrale". Le président a, en outre, confirmé qu'au mois de mai prochain, aurait bien lieu un sommet réunissant les 5 chefs d'Etats de la région, au Guatemala.

Cerezo a précisé que "durant ces 6 dernières années, l'Amérique Centrale avait vécu une situation préjudiciable pour les intérêts de ses pays frères". Il considère que la région ne doit pas se laisser "entraîner dans la querelle Est-Ouest de laquelle, elle est étrangère". Cerezo s'est prononcé en faveur de "la coexistence et le respect des options politiques de chaque pays".

ANDRADE A L'OEA

On apprenait de source officielle, le 2 avril, que l'ancien Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade Diaz avait été nommé représentant permanent du Guatemala dans l'Organisation des Etats Américains.

Andrade Diaz-Duran, Ministre des Relations Extérieures pendant le régime militaire du Général Oscar Mejia Victores, effectuera une mission spéciale comme président du moment à la tête du Conseil Permanent de l'OEA. Il passera le temps de cette présidence, par rotation, à Washington.

L'IS CONDAMNE L'AIDE APPORTEE AUX CONTRAS

Le 3 avril, les dirigeants politiques sociaux-démocrates d'Amérique Latine, d'Europe et des Etats-Unis condamnaient "de façon catégorique les démarches ouvertes et dépassant toutes limites que le Président Reagan a entrepris auprès du Congrès de son pays" aux fins d'obtenir l'approbation de fonds supplémentaires destinés à aider les contre-révolutionnaires du Nicaragua.

La condamnation a eu lieu dans le cadre de la réunion du Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique Latine et Les Caraïbes qui s'est tenue à Saint Domingue.

LE PARLEMENT LATINO-AMERICAIN CONTRE L'INTERVENTION

Au cours de sa troisième Assemblée extraordinaire qui s'est déroulée du 3 au 5 avril, le Parlement Latino-Américain -Parlatino- s'est prononcé contre l'intervention étrangère et en faveur de la paix et la démocratie en Amérique Centrale.

Le document final du Parlement, qui s'est réuni au Guatemala, exprime "son rejet le plus catégorique" face à l'intervention du gouvernement des Etats-Unis dans la région, "des attitudes qui violent de façon flagrante les principes de Droit International, la coexistence hémisphérique et qui constituent un dangereux précédent et une menace pour la souveraineté des Républiques Latino-Américaines." Quinze pays du sous-continent participaient à la réunion.

INSURRECTION

COMBATS A EL QUICHE

Le 18 mars, selon un communiqué insurrectionnel, rendu public le 3 avril, un affrontement entre les troupes gouvernementales et les insurgés s'est produit à proximité de la bourgade Vicatz, Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays.

L'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- affirme avoir occasionné pour le moins trois pertes parmi les unités de soldats.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UNE UNIVERSITAIRE

L'étudiante universitaire Selva Garcia et son fiancé, enlevés le 6 avril, ont été retrouvés assassinés, un jour plus tard aux abords de la bourgade El Campanero, située à l'extérieur de la capitale.

Les victimes sont mortes assassinées par balles.

IL FAUT APPLIQUER LA LOI A L'ENCONTRE DES KIDNAPPEURS

Le 3 avril, des proches de Gabino et Francisco Sir, Santos, Pedro et Victoriano Ajsalam Muy et Rodrigo Confesor Sitan Perez, enlevés par des effectifs de l'armée dans le département de Chimaltenango, le 21 mars de l'année dernière, déclaraient que le président Cerezo devait appliquer la loi dans tous les cas de personnes illégalement détenue par les forces de sécurité.

Les familles des victimes ont indiqué que les personnes disparues avaient été enlevées par des soldats sous le commandement du Lieutenant Juan Cabrera.

LE GAM SIGNALE QUE LES DISPARITIONS ET LES ASSASSINATS CONTINUENT

Le 6 avril, à Paris, en France, le GAM, Groupe d'Appui Mutuel dénonçait l'absence de réponse attendue du nouveau gouvernement guatémaltèque aux demandes d'enquêtes sur les cas de quelques 40 000 personnes ayant disparu et de 100 000 morts au cours de la répression dirigée par l'armée et autres forces de sécurité de l'Etat pendant ces dernières années.

Les représentants du GAM ont déclaré, au cours d'une conférence de presse qui s'est déroulée dans la Maison Latino-Américaine de Paris, que "les disparitions et les assassinats continuaient encore aujourd'hui et que les Esquadrans de la Mort avaient fait leur réapparition". Ils cherchaient à démontrer de la sorte qu'en dépit des offres et promesses du gouvernement de Cerezo, les violations des Droits de l'Homme perdurent.